

Cote du document: EB 2015/116/R.18/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 9 b) iii)
Date: 17 décembre 2015
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt et don à la République-Unie de Tanzanie pour le Programme de développement communautaire durable et d'appui à l'infrastructure sucrière de Bagamoyo

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Francisco Pichon
Directeur dans le pays
Division Afrique orientale et australe
téléphone: +39 331 687 1650
courriel: f.pichon@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Responsable du
Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent seizième session
Rome, 16-17 décembre 2015

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du programme	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	3
II. Description du programme	3
A. Zone d'intervention et groupe cible	3
B. Objectif de développement du programme	4
C. Composantes/résultats	5
III. Exécution du programme	6
A. Approche	6
B. Cadre organisationnel	8
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	8
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	9
E. Supervision	10
IV. Coût, financement et avantages du programme	10
A. Coût du programme	10
B. Financement du programme	10
C. Résumé des avantages et analyse économique	13
D. Durabilité	13
E. Identification et atténuation des risques	14
V. Considérations d'ordre institutionnel	17
A. Respect des politiques du FIDA	17
B. Alignement et harmonisation	17
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	18
D. Participation à l'élaboration des politiques	18
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	18
VII. Recommandation	19
Appendices	
I. Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	20

Sigles et acronymes

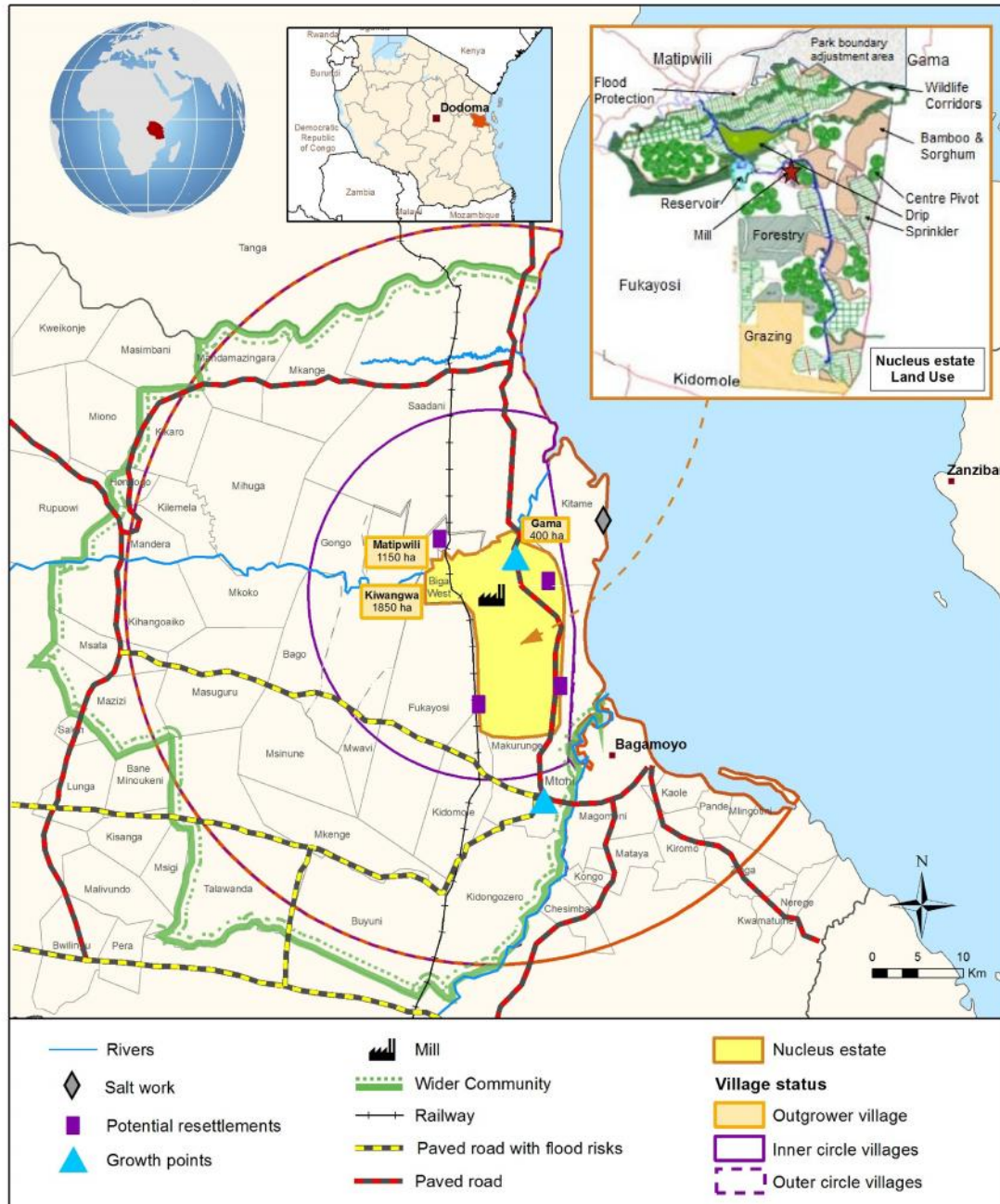
4P	Partenariat public-privé-producteurs
ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
BAfD	Banque africaine de développement
BASIC	Programme de développement communautaire durable et d'appui à l'infrastructure sucrière de Bagamoyo
BRN	Big Results Now
MAFC	Ministère de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et des coopératives
PTBA	Plan de travail et budget annuel
S&E	Suivi-évaluation
UCGP	Unité de coordination et de gestion du programme

Carte de la zone du programme

United Republic of Tanzania

Bagamoyo Sugar Infrastructure and Sustainable Community Development Programme

President's report



Source: FIDA; 11/08/2015

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.



République-Unie de Tanzanie

Programme de développement communautaire durable et d'appui à l'infrastructure sucrière de Bagamoyo

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	République-Unie de Tanzanie
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et des coopératives
Coût total du programme:	136,5 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	40,35 millions de DTS (équivalant approximativement à 56,6 millions d'USD)
Montant du don ASAP du FIDA:	7,12 millions de DTS (équivalant approximativement à 10 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	Particulièrement favorables: délai de remboursement de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de 0,75% l'an
Montant du cofinancement:	Banque africaine de développement: 30,1 millions d'USD Banques privées: 19,9 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Prêt
Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:	15,4 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	4,6 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République-Unie de Tanzanie pour le Programme de développement communautaire durable et d'appui à l'infrastructure sucrière de Bagamoyo, telle qu'elle figure au paragraphe 65.

Proposition de prêt et don à la République-Unie de Tanzanie pour le Programme de développement communautaire durable et d'appui à l'infrastructure sucrière de Bagamoyo

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Ces dix dernières années, la République-Unie de Tanzanie a affiché des taux annuels de croissance économique compris entre 6 et 7%. Appuyée par des politiques macroéconomiques saines, l'économie s'est sensiblement ouverte avec un ratio échanges/PIB égal à 30% en 2011, soit le plus élevé parmi les pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est. Le pourcentage de personnes en situation de pauvreté a reculé, passant de 33% en 2007 à 28% en 2012. Le pays atteindra trois Objectifs du Millénaire pour le développement: réduire les taux de mortalité des nourrissons et des enfants de moins de 5 ans, lutter contre le VIH/sida et le paludisme, et agir contre les inégalités entre les sexes. La population de jeunes, qui a presque doublé entre 1990 et 2010, passant de 4,4 millions à 8,1 millions, atteindra 11 millions en 2020. La population active compte actuellement 30% de jeunes, principalement dans le secteur agricole.
2. La mauvaise productivité agricole, l'absence de transformation primaire et la faiblesse des marchés obligent le pays à importer des denrées alimentaires et des produits animaux. Dans le contexte de l'initiative tanzanienne "Corridor sud de la croissance agricole", le gouvernement s'est engagé à développer rapidement le potentiel agricole de la région. Et, au titre de son initiative "Big Results Now" (BRN), il s'est engagé à produire des résultats concrets en matière de développement, au moyen d'investissements dans l'agriculture commerciale/les systèmes de plantations satellites. Pour axer l'agriculture sur le marché et étendre l'irrigation d'une manière durable, le gouvernement doit mettre en place des technologies "intelligentes face au climat" qui permettent d'accroître la productivité et ainsi de compenser les risques associés au changement climatique.
3. La canne à sucre, deuxième culture la plus importante du pays, représente près de 4% de la valeur annuelle brute de la production agricole. Le secteur sucrier, qui constitue l'une des plus importantes branches d'activité agroalimentaires, fournit un tiers de la production brute du secteur de la transformation des denrées alimentaires et environ 5 à 7% du total de la valeur ajoutée manufacturière. Néanmoins, le pays importe la moitié de ses besoins en sucre, pour un coût de 150 à 200 millions d'USD par an. Toute la région Afrique orientale et australe est déficitaire en sucre, et ce produit est assujéti à un tarif douanier par la Communauté d'Afrique de l'Est.
4. Le pays compte quatre grandes plantations privées¹ et quelque 15 000 petits planteurs sous-traitants, dont 90% exploitent des parcelles d'une superficie inférieure à 1,5 hectare. La canne à sucre est essentiellement produite en culture

¹ Les quatre sociétés sont Kilombero Sugar Company, TPC Limited, Mtibwa Sugar Estate et Kagera Sugar Limited. Kilombero et Mtibwa ont des systèmes de plantations satellites.

pluviale, sans irrigation, de sorte que les rendements moyens restent en deçà des rendements potentiels. Le brûlage avant la récolte est encore pratiqué tant dans les grandes plantations que par les petits planteurs. La capacité limitée des usines des sociétés actuellement présentes constitue la principale contrainte productive, car les agriculteurs fournissent plus de canne à sucre que ce qui peut être transformé. Même avec les investissements de ces 15 dernières années, les usines sucrières existantes ne peuvent pas prétendre atteindre l'efficacité d'une nouvelle usine pas plus qu'elles n'entendent se convertir aux meilleures pratiques mondiales dans le secteur sucrier, notamment la récolte en vert.

5. Les petits planteurs de canne à sucre sont généralement organisés en associations, mais celles-ci n'ont pas de visée commerciale et n'ont pas de mécanismes de responsabilisation forts s'agissant de rendre des comptes à leurs membres. Leur structure juridique ne leur permet pas d'accéder aux systèmes de financement commerciaux, et les exploitations de leurs membres sont généralement petites et fragmentées, et donc considérées comme présentant un risque trop important pour garantir un crédit. Cependant, malgré la faiblesse des rendements actuels de la culture pluviale de canne à sucre, ces petits planteurs font partie des agriculteurs qui gagnent les revenus les plus élevés du pays. Les retombées économiques des revenus sucriers se sont traduites par la création d'emplois et de richesses dans les quatre zones où le sucre est produit et transformé.
6. Le projet sucrier de Bagamoyo. En 2005, une possibilité d'investissement étranger direct dans la production sucrière a été identifiée, et le gouvernement est déterminé à appuyer un investissement de production et de transformation à grande échelle. Compte tenu de la politique publique promouvant l'inclusion de petits producteurs de plantations satellites, l'usine sucrière a été conçue pour transformer 40% de canne à sucre en plus que ce qui pouvait être cultivé sur la plantation mère, ce qui donnait aux habitants des villages environnants la possibilité de devenir parties prenantes à l'investissement et d'en bénéficier en tant que petits producteurs de plantations satellites. L'ensemble du programme a été conçu comme un partenariat public-privé-producteurs (4P) visant à remplacer le sucre importé. Il comprend l'aménagement de quelque 11 000 hectares (ha) de canne à sucre irriguée (un tiers pour les petits producteurs de plantations satellites et deux tiers pour la plantation mère), et la construction d'une usine sucrière capable de produire du sucre roux, de l'éthanol et de l'électricité destinée au réseau national, tout cela avec des technologies de pointe et dans le respect des normes sociales et environnementales Bonsucro².
7. Depuis 2011, des efforts ont été déployés s'agissant des réformes politiques à mettre en œuvre pour créer un cadre favorable à l'investissement dans le secteur sucrier, mais il s'est avéré difficile de trouver de nouveaux capitaux. Le 15 mai 2015, le gouvernement a publié dans le journal officiel une nouvelle réglementation sur le sucre, résolvant ainsi le principal problème politique qui compromettait la viabilité financière de l'investissement dans le secteur sucrier.
8. Le Programme de développement communautaire durable et d'appui à l'infrastructure sucrière de Bagamoyo (BASIC) appuiera: i) le programme de plantations satellites de l'investissement du partenariat 4P à Bagamoyo, en permettant aux petits exploitants de pratiquer une agriculture commerciale résiliente face au changement climatique et de profiter du débouché créé par l'investissement du secteur privé dans la production sucrière; et ii) la diversification des moyens d'existence durables dans l'ensemble de la communauté des agriculteurs, pasteurs et autres groupes ruraux résidant dans un rayon de 40 kilomètres de la plantation mère, qui sinon seraient restés à l'écart de cet investissement. Les investissements du programme alloués à la création de conditions porteuses – à commencer par la planification participative de l'utilisation

² www.bonsucro.com.

des terres et une amélioration de la gouvernance foncière, et l'attention accordée à l'impact culturel et matériel du programme sur les communautés environnantes qui ne participent pas directement au programme de plantations satellites – devraient générer les conditions qui permettront aux communautés rurales et à l'ensemble de la population de Bagamoyo de répondre à la demande créée par l'investissement étranger direct, et devraient favoriser leur transformation économique.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

9. Le financement du programme BASIC constitue une évolution dans la manière dont le FIDA, la Banque africaine de développement (BAfD) et le gouvernement favoriseront le développement rural de l'agriculture paysanne en Tanzanie. Le programme adoptera une approche portée par le secteur privé, avec une fourniture efficiente et rapide des biens et services et une gestion axée sur la performance. L'une des "grandes idées" de l'initiative BRN en matière d'agriculture est la réalisation de 25 investissements dans l'agriculture commerciale et les systèmes de plantations satellites. Le programme BASIC servira de modèle aux prochains investissements de l'initiative BRN. Ainsi, le FIDA aidera le gouvernement à concrétiser un modèle commercial inclusif favorable aux pauvres de développement de plantations satellites, qui mettra davantage l'accent sur la diversification des moyens d'existence durables et la résilience climatique de l'ensemble de la communauté. Le FIDA apporte de nombreux enseignements tirés de son expérience, notamment celle de la conception et de l'appui à la mise en œuvre du Projet d'irrigation à l'intention des petits exploitants du bassin inférieur de l'Usuthu au Swaziland et du Projet de développement de la production d'huile végétale en Ouganda.

II. Description du programme

A. Zone d'intervention et groupe cible

10. Le programme BASIC est géographiquement ciblé pour répondre aux incitations sociales, environnementales et commerciales qui seront créées dans le district de Bagamoyo par l'investissement sucrier et la construction du premier port en eau profonde d'Afrique de l'Est. La zone du programme couvre 27 villages comptant 20 200 ménages ruraux pauvres (91 500 personnes), situés dans un rayon de 40 kilomètres de l'usine sucrière. Cela représente approximativement la moitié de la superficie du district et 30% de sa population. La zone d'intervention est sujette aux inondations, à la sécheresse, à la baisse des précipitations annuelles et à la hausse des températures.
11. Les groupes cibles directs du programme sont les suivants:
 - les ménages de petits producteurs de plantations satellites de canne à sucre, dont le nombre est estimé à 1 500-2 000, participant dans le cadre de groupements de petits planteurs;
 - quelque 9 000 ménages produisant d'autres cultures et/ou exerçant des activités non agricoles en vue de fournir des aliments et d'autres services à la plantation mère et aux ménages de petits producteurs de plantations satellites;
 - les femmes, les jeunes et les ménages réinstallés provenant de la zone de la plantation mère seront des groupes cibles explicites à inclure dans toutes les activités; et
 - la main-d'œuvre de la plantation mère et des groupements de producteurs de plantations satellites, qui est un groupe cible indirect estimé à 2 300 personnes pour la plantation mère et à 200 à 400 personnes pour les plantations satellites.

B. Objectif de développement du programme

12. L'objectif global du programme BASIC est de contribuer à la croissance inclusive et à la transformation rurale du district de Bagamoyo, en donnant aux villages les moyens de saisir les chances offertes par l'investissement dans la production sucrière. Les effets de cette réponse seront notamment un accroissement des revenus, une amélioration des moyens de subsistance et une transformation durable de l'économie rurale, parallèlement à une réduction de la dépendance du pays à l'égard des importations de sucre. Le programme permettra aux villages participants de mettre en place des plantations de canne à sucre irriguées et des entreprises agroalimentaires et d'obtenir des rendements plus élevés et stables s'agissant de la production pluviale et de l'élevage. Dans le souci de promouvoir une gestion durable des terres et des parcours, le processus de mobilisation communautaire débutera par une planification villageoise de l'utilisation des terres visant à permettre aux groupes cibles d'obtenir leurs titres de propriété foncière. Le programme BASIC déploiera des experts et mobilisera un financement supplémentaire en faveur de l'investissement dans des systèmes de production intelligents face au climat³. Des activités intensives de renforcement des capacités et d'encadrement permettront aux agriculteurs et aux éleveurs de devenir membres d'entreprises exploitant des plantations satellites intelligentes face au climat et d'entreprises agroalimentaires commerciales modernes – produisant de la canne à sucre, des cultures, du fourrage et des produits animaux, et fournissant des services.

13. La relation entre, d'une part, le partenaire du secteur privé et, d'autre part, les petits producteurs de plantations satellites et l'ensemble des ménages de la communauté sera mutuellement bénéfique pour les raisons suivantes:

S'agissant des petits producteurs et de la communauté dans son ensemble:

- Elle donnera aux habitants des villages ruraux la possibilité de sécuriser les droits fonciers et d'utiliser leurs avoirs essentiels pour tirer parti des technologies intelligentes face au climat, des marchés et des capitaux de l'investisseur privé et du secteur financier sans risquer de perdre leurs possessions et de renforcer leur résilience face au changement climatique.
- Elle donnera aux petits exploitants agricoles la possibilité de se lancer dans la production commerciale de canne à sucre, en profitant du débouché garanti créé par l'investissement dans le secteur sucrier.
- Elle facilitera l'accès à des technologies et des connaissances du secteur privé améliorant la compétitivité de la production de canne à sucre.
- Elle donnera naissance à de nouveaux marchés locaux pour une vaste gamme de denrées alimentaires et de services, ce qui justifie l'investissement dans la production viable d'une série de cultures commerciales dans la zone.
- Elle générera de manière soutenue des revenus provenant des nouveaux salaires et de la prestation de services au partenaire du secteur privé et aux diverses entreprises créées en conséquence dans l'ensemble de la communauté.

S'agissant du partenaire du secteur privé:

- Elle garantira un approvisionnement stable en canne à sucre, qui permettra à l'usine de fonctionner à pleine capacité et en améliorera la viabilité financière.
- Elle créera une source de main-d'œuvre, de prestataires de services et de produits alimentaires destinés à ses nombreux travailleurs.

³ Les systèmes de production intelligents face au climat intègrent des informations actualisées sur le climat dans les processus décisionnels.

- Elle contribuera à l'établissement d'un lien dynamique avec l'ensemble de la communauté, qui permettra au partenaire du secteur privé de démontrer que son investissement est avantageux pour toute la population de la zone.
14. Conformément au Cadre stratégique du FIDA, et pour être couronné de succès, le 4P sera fondé sur des valeurs communes: arrangements fonciers transparents; respect de l'environnement; engagement à recourir à des processus participatifs assortis d'un suivi indépendant et responsable; efficacité et équité; détermination juste et transparente des prix proposés aux petits producteurs de plantations satellites; et fourniture par les petits planteurs d'une production répondant aux normes convenues. Ces critères justifient la participation et l'engagement du FIDA comme partenaire clé du programme.

C. Composantes/résultats

15. Composante 1: Développement des plantations satellites. Cette composante vise à aider les agriculteurs à créer et à exploiter 24 groupements commerciaux de petits producteurs de plantations satellites et entreprises agricoles qui soient rentables. La première étape consistera à aider les villages à élaborer des plans d'utilisation des terres afin que les individus et les groupements puissent obtenir des titres de propriété foncière et sécuriser leurs droits fonciers⁴. Une fois en possession de titres de propriété foncière, les futurs petits producteurs de plantations satellites développeront les exploitations agricoles. Celles-ci produiront de la canne à sucre et d'autres cultures irriguées sur quelque 3 000 hectares de terres dans cinq villages, conformément aux normes environnementales et aux bonnes pratiques garantissant la viabilité des entreprises. L'approche adoptée par le programme BASIC pour développer la culture de la canne à sucre repose sur l'expérience et les connaissances acquises dans la région. Les producteurs de plantations satellites vendront la canne récoltée en vert (et non brûlée) au partenaire du secteur privé, dans le cadre de contrats d'approvisionnement à long terme négociés à des conditions avantageuses.
16. Le programme de plantations satellites a été conçu pour rendre la culture de la canne à sucre à Bagamoyo résiliente face à la variabilité des précipitations qui caractérise la zone. Un modèle commercial inclusif permettra d'aider les agriculteurs à adopter les mêmes technologies culturales modernes d'irrigation et de récolte en vert qu'à la plantation mère. Les agriculteurs choisiront leur mode d'organisation et bénéficieront de formations en communication de l'information financière, collecte de données météorologiques et surveillance de l'eau, afin de pouvoir utiliser l'eau d'irrigation, les engrais et les autres intrants agricoles d'une manière rationnelle et économique.
17. La composante servira à financer: i) le développement des grandes infrastructures de distribution d'eau d'irrigation et d'électricité à l'intention de cinq villages de producteurs de plantations satellites afin d'assurer la disponibilité de l'eau toute l'année, et la construction de digues de protection contre les inondations pour protéger des effets du changement climatique les investissements que réaliseront les entreprises de plantations satellites (financement de la BAfD); ii) la création d'une entité chargée du fonctionnement et de l'entretien des grandes infrastructures et chargée d'assurer d'importantes activités de renforcement des capacités aux fins de la création de groupements de producteurs de plantations satellites; et iii) le développement de la culture irriguée de la canne à sucre dans les exploitations et l'équipement de celles-ci avec du matériel agricole et des systèmes d'irrigation appropriés.

⁴ Voir le rapport révisé de conception du programme, appendice 2, pièce jointe 7: Village land-use planning and land titling (planification villageoise de l'utilisation des terres et attribution de titres de propriété foncière); et pièce jointe 6: Land allocation and tenure options for outgrower farm companies (options d'allocation de terres et de régime foncier pour les entreprises agricoles des producteurs de plantations satellites).

18. Composante 2: Développement de communautés résilientes face au changement climatique. Cette composante vise à soutenir la diversification des moyens d'existence durables à l'intention de l'ensemble de la communauté des agriculteurs, pasteurs et autres groupes ruraux. L'investissement dans la production sucrière et le développement de plantations satellites de canne à sucre insuffleront une nouvelle dynamique à l'économie de Bagamoyo, entraînant une augmentation de la demande de denrées alimentaires, de produits animaux et de services. Les principaux investissements alloués à la création de conditions porteuses – planification villageoise de l'utilisation des terres, sécurité des droits fonciers et gestion durable des ressources naturelles – donneront à l'ensemble de la population du district la possibilité de bénéficier des investissements prévus dans les infrastructures et d'un soutien en faveur de la création d'agroentreprises et de petites et moyennes entreprises (PME). Les membres des groupements d'agriculteurs seront encadrés soit pour exploiter leur propre entreprise agricole, soit pour s'organiser en entreprises agroalimentaires opérant à des fins purement commerciales. Toutes les initiatives appuyées par le programme auront recours à des technologies améliorées intelligentes face au climat pour accroître durablement la productivité et créer de la valeur ajoutée.
19. La composante: a) financera la planification villageoise de l'utilisation des terres et l'attribution de titres de propriété foncière pour permettre à chacun des 27 villages du programme d'obtenir des titres fonciers villageois et d'établir des bureaux d'administration foncière habilités à délivrer des certificats de droit coutumier d'occupation aux villageois, ainsi qu'aux groupements de petits producteurs de plantations satellites et aux groupements d'agroentreprises; b) appuiera les investissements villageois intelligents face au climat dans les infrastructures, les technologies domestiques et les démonstrations sur le terrain; c) fournira des services de conseil aux entreprises et assurera des activités de renforcement des capacités pour le développement des agroentreprises et des PME; d) mobilisera des fonds aux fins de la création de 22 agroentreprises rentables et de 500 PME utilisant des techniques intelligentes face au climat pour parvenir à une production et à des revenus accrus et stables dans l'ensemble de la communauté; et e) épaulera le renforcement institutionnel au niveau du district. Conjointement, ces investissements enclencheront le processus de transformation rurale nécessaire pour appuyer le développement économique de la population rurale et contribueront aussi à améliorer les revenus, les actifs et la création de richesses dans le district.

III. Exécution du programme

A. Approche

20. Conformément aux politiques du gouvernement, le programme BASIC a été conçu comme un programme porté par le secteur privé pour garantir la viabilité financière à long terme et la durabilité des investissements du programme. Les entreprises de producteurs de plantations satellites et les agroentreprises seront l'instrument permettant de promouvoir à plus grande échelle les connaissances, les technologies et la durabilité environnementale. Le principal facteur de réussite d'une entreprise est son capital humain; c'est pourquoi le programme BASIC prévoit d'investir des ressources importantes dans le renforcement des capacités aux fins du développement des compétences et de l'inclusion des jeunes, ainsi que dans le suivi attentif et l'encadrement aux fins de la formation de groupements et de la création d'entreprises.
21. La première étape du processus de mobilisation communautaire consistera à sécuriser les droits fonciers. Dans les villages des plantations satellites, un processus de planification participative multipartite sera mené pour établir la vision des petits planteurs. Ce processus sera assorti d'objectifs intermédiaires critiques et sera articulé en plusieurs étapes, à savoir: planification villageoise de l'utilisation

des terres, distribution de titres de propriété foncière aux individus et aux groupements, formation de groupements de production, élaboration de plans relatifs aux exploitations et aux entreprises de petits producteurs de plantations satellites, enregistrement des entreprises/groupements, formation d'organisations d'irrigants, établissement d'accords, lancement d'appels d'offres en ce qui concerne le développement et l'irrigation des exploitations et le matériel agricole, création d'exploitations, mise en place de l'irrigation et achat de matériel, et plantation de cultures et gestion des exploitations. Chaque étape comprend un certain nombre d'activités. Certaines étapes et activités seront menées en parallèle, d'autres en succession, et devront être couronnées par des réalisations spécifiques, telles que l'obtention de certificats de droit coutumier d'occupation, un numéro d'identification fiscale pour les entreprises ou un crédit bancaire⁵.

22. L'approche suivie pour travailler avec les groupes cibles du programme sera souple et fondée sur le principe du consentement libre, préalable et éclairé, un principe d'ailleurs adopté à tous les stades de l'exécution. Dans le cadre de consultations villageoises ouvertes, le programme BASIC aidera les groupes cibles à évaluer les options juridiques possibles en ce qui concerne la création de groupements de producteurs, et à prendre des décisions relatives à l'enregistrement et à la détention de titres fonciers, de manière à donner à ces groupes les moyens de prendre des initiatives autodéterminées et organisées par leurs soins. Les principales questions à aborder lors du processus de consultation et de prise de décisions au niveau du village sont les suivantes: a) régime foncier en vigueur; b) besoins techniques et coûts associés à la production de canne à sucre; c) mécanismes permettant aux membres de se retirer d'un groupement de producteurs de plantations satellites; et d) mesures visant à éviter l'accaparement par les élites⁶.
23. Les entreprises prospères s'appuient sur un réseau de relations d'affaires. Pour encourager le développement de relations d'affaires avec les banques commerciales dès le départ, le programme BASIC appuiera l'élaboration de propositions commerciales crédibles à des fins de financement par le système bancaire, et fournira des fonds pour couvrir les coûts supplémentaires des machines et des technologies associées à l'agriculture de conservation intelligente face au climat. Les banques considèrent que les titres fonciers ne constituent pas une garantie valide; par conséquent, ce sont les accords de fourniture de canne signés par le partenaire du secteur privé et les entreprises de producteurs de plantations satellites qui garantiront les prêts, et les banques resteront propriétaires du matériel jusqu'au remboursement complet du crédit. La stratégie de financement consiste à utiliser les ressources du programme pour mobiliser du crédit auprès du système bancaire, en vue de financer des investissements bancables élaborés par des entreprises de producteurs de plantations satellites ou par des agroentreprises – et à veiller à ce que la résistance aux aléas climatiques soit intégrée dans la composante d'investissement de tous les plans d'entreprise. Cela permettra au secteur financier de couvrir progressivement le coût total des investissements intelligents face au climat, ce qui contribuera à la durabilité à long terme des initiatives financées.

⁵ Dans la description détaillée du programme figurant à l'appendice 4 du rapport de conception révisé, un organigramme relatif à l'exécution montre les principaux objectifs intermédiaires et les échéances correspondantes pour illustrer la séquence attendue des activités et des investissements du programme BASIC.

⁶ L'approche suivie par le programme pour travailler avec les groupes cibles est résumée aux paragraphes 50-52 du rapport révisé de conception du programme, l'approche relative aux producteurs de plantations satellites est décrite aux paragraphes 72-91 et l'approche concernant l'ensemble de la communauté et les agroentreprises figure aux paragraphes 96-113. Voir aussi l'appendice 4, pièce jointe 4: Options for the legal establishment of production groups (options juridiques en ce qui concerne la création de groupements de producteurs); et pièce jointe 5: Outgrower capacity-building activities and milestones (activités de renforcement des capacités des producteurs des plantations satellites et grandes étapes).

B. Cadre organisationnel

24. Contrôle du programme. Le comité directeur agricole de BRN, établi au sein du Bureau d'exécution présidentiel de BRN, sera le mécanisme de coordination qui permettra de travailler en collaboration avec divers ministères afin de produire des résultats contribuant aux objectifs déjà fixés dans les politiques de développement du gouvernement. Compte tenu de son rôle de premier plan et des capacités dont il dispose actuellement, le comité directeur agricole sera chargé de superviser l'exécution du programme. Il est habilité à mobiliser tous les ministères et départements administratifs pour résoudre les blocages. Le Ministère de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et des coopératives (MAFC) présente régulièrement à BRN, par l'intermédiaire du comité directeur agricole, des rapports sur la situation d'avancement de l'exécution de ce programme phare. Le comité directeur agricole examinera chaque année les progrès accomplis en se penchant sur les rapports de situation et sur la réalisation du plan de travail et budget annuel (PTBA).
25. Exécution du programme. Le MAFC assurera l'exécution du programme BASIC par l'intermédiaire d'une unité de coordination et de gestion du programme (UCGP) autonome, établie dans le district de Bagamoyo. On a élaboré les modalités de mise en œuvre relatives à chacune des activités en tenant compte des capacités et des responsabilités institutionnelles dans le pays, et on a visé à renforcer les connaissances sur les pratiques intelligentes face au climat et à améliorer la prestation de services au niveau du district. S'agissant des activités commerciales, il est prévu de faire appel à des prestataires de services expérimentés recrutés au niveau régional pour mener des activités intensives de renforcement des capacités. L'UCGP assurera la gestion financière des prêts de développement de la BAfD et du FIDA et du don du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP), dans le cadre d'un système unifié de suivi, de comptabilité, de passation de marchés et de présentation des rapports.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

26. Planification. Les principaux outils de planification du programme BASIC seront le cadre logique, le cadre de suivi-évaluation (S&E) et le PTBA axé sur les résultats. L'exécution du PTBA axé sur les résultats sera prise en compte dans le cadre de S&E et fera l'objet de rapports réguliers. Le cycle de planification, de suivi et de communication de l'information favorisera une gestion efficiente et l'obtention des résultats convenus.
27. Suivi-évaluation. Le système de S&E du programme BASIC fournira des données analysées facilitant la gestion axée sur les résultats et la prise de décisions. Le système sera participatif et il intégrera des contributions issues de diverses sources: départements administratifs du district de Bagamoyo, prestataires de services chargés du renforcement des capacités, entreprises de producteurs de plantations satellites et agroentreprises, et programme de suivi externe et indépendant. Le programme BASIC appliquera le système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) du FIDA, notamment avec la conduite d'études de référence et la présentation au FIDA de rapports réguliers sur les progrès accomplis. Il utilisera à titre pilote le nouvel outil multidimensionnel d'évaluation de la pauvreté.
28. Apprentissage et gestion des savoirs. Le programme BASIC mettra en place un certain nombre d'approches innovantes qui seront diffusées au moyen de divers produits de savoir et de communication. En ce qui concerne la production de canne à sucre, la gestion des savoirs sera assurée par les institutions sucrières existantes, et elle mettra l'accent sur l'expérience acquise en aidant les agriculteurs à mettre en commun leurs biens fonciers et à installer des systèmes d'irrigation, à introduire la mécanisation, à pratiquer une culture intelligente face au climat, à récolter en vert, à élaborer des plans d'entreprise et à obtenir des financements commerciaux.

La même approche sera suivie pour partager l'expérience acquise et les défis à relever avec les agroentreprises et d'autres groupes de l'ensemble de la communauté.

29. Suivi externe et concertation multipartite. L'Institut de Stockholm pour l'environnement (ISE) et le Forum agricole des acteurs non étatiques (ANSAF) tanzanien assureront un suivi environnemental et social externe à long terme pour évaluer l'impact des investissements dans l'agriculture commerciale/les plantations satellites sur les communautés concernées et les zones avoisinantes, et vérifieront la performance du 4P. Le suivi se concentrera sur quatre domaines clés de la durabilité (moyens d'existence, énergie et bilan des gaz à effet de serre, ressources en eau et biodiversité) et comprendra une évaluation de l'impact environnemental et socioéconomique du programme dans son ensemble. Les informations générées permettront de conduire une analyse sociale et environnementale fondée sur des faits, à l'appui des processus de prise de décisions et d'élaboration des politiques relatifs à cet investissement et à d'autres similaires.
30. Le soutien apporté par le programme BASIC sera complété par trois dons du FIDA visant à: i) aider le MAFC à achever les préparatifs du démarrage du programme, notamment une sensibilisation sur le terrain en collaboration avec les autorités de district, à entreprendre des activités de planification participative de l'utilisation des terres et à préparer des directives détaillées pour la mise en œuvre du programme; ii) permettre à l'ISE et à l'ANSAF d'établir la situation de référence environnementale et sociale et d'élaborer le programme complet pour la durée de l'investissement; et iii) renforcer la gouvernance foncière aux fins d'un développement agricole inclusif et d'une gestion durable des parcours, avec une mise en commun des connaissances entre la Coalition internationale pour l'accès à la terre, les organisations partenaires locales, les universités et les groupes de la société civile, dans le cadre d'un apprentissage et d'une concertation multipartite.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

31. Le personnel de l'UCGP sera doté des compétences techniques et financières et des connaissances en matière d'achat nécessaires pour mettre en œuvre les activités prévues. L'UCGP gèrera les fonds du FIDA et ceux de la BAfD, qui seront décaissés de manière parallèle. En ce qui concerne la comptabilité et l'établissement du budget, l'unité disposera de son propre système comptable informatisé, capable de répartir les coûts par composante et par source de financement. S'agissant des activités mises en œuvre par le district, la comptabilité sera assurée par les dispositifs de gestion financière publics au niveau du district, et fera l'objet d'audits internes.
32. Audits externes. Les audits seront effectués par l'Auditeur général directement ou par des cabinets privés agréés par le FIDA. Les audits actuels sont jugés satisfaisants. L'audit, qui sera effectué conformément aux directives du FIDA, donnera lieu à des opinions sur les états financiers du programme, le fonctionnement du compte désigné et l'utilisation de la procédure relative aux états de dépenses.
33. Gouvernance et lutte contre la corruption. Les mesures spécifiques d'atténuation des risques fiduciaires identifiés sont les suivantes: a) un système comptable informatisé à l'UCGP; b) des mécanismes de freins et de contrepoids au moyen de rapports trimestriels, ventilés par activité, adressés au district en utilisant les fonctions de contrôle du système comptable informatisé public; c) l'inclusion dans les audits internes du MAFC et du district de Bagamoyo; et d) des audits externes annuels, le FIDA s'entendant avec l'Auditeur général sur les vérifications attendues.
34. Passation des marchés. Le FIDA, la BAfD et le gouvernement sont convenus de confier au partenaire du secteur privé la passation de marchés relatifs aux services de conception, à l'achat du matériel et à la construction des ouvrages de génie civil

pour le programme de plantations satellites, ce qui sera fait conformément aux directives du FIDA/de la BAfD. Cette démarche garantira des normes de préparation des terres et de construction identiques à celles de la plantation mère (pour la digue et les routes de transport), ainsi que la compatibilité avec le matériel d'irrigation, et le déroulement et l'achèvement des travaux d'infrastructure en temps voulu. Cela facilitera aussi la mise en commun du stockage des pièces de rechange⁷ et des services de fonctionnement et d'entretien des pompes et autre matériel. Tous les autres marchés au titre du programme seront passés par le MAFC avec l'appui technique de l'UCGP. Un résumé du plan de passation des marchés sur trois ans a été établi.

E. Supervision

35. Le programme BASIC sera directement supervisé par le FIDA deux fois par an et étroitement suivi par l'équipe de gestion du programme de pays. La supervision et l'appui à l'exécution se concentreront dans un premier temps sur les points suivants: a) veiller à ce que les prestataires de services de renforcement des capacités pour le développement des plantations satellites et des agroentreprises soient recrutés dans les neuf mois suivant la signature du prêt; b) fournir un appui technique direct à l'UCGP pendant la première année de mise en œuvre; c) veiller à ce que le programme adapte ses interventions aux facteurs exogènes; d) lever les contraintes pesant sur les activités du programme; et e) fournir un appui axé sur les savoirs s'agissant des bonnes pratiques et des exemples de réussite.

IV. Coût, financement et avantages du programme

A. Coût du programme

36. Le total des dépenses d'investissement et des charges récurrentes, y compris les imprévus, est estimé à 136,5 millions d'USD, avec une part en devises de 35,3 millions d'USD. La durée d'exécution du prêt de la BAfD est de cinq ans. Étant donné le temps nécessaire pour financer le développement des infrastructures et renforcer les capacités humaines, le prêt du FIDA et le don ASAP sont octroyés sur neuf ans. La composante de développement des plantations satellites de canne à sucre mobilise 88,7 millions d'USD, soit 65% des coûts, et la composante de développement de communautés résilientes face au changement climatique 34,4 millions d'USD, soit 25% des coûts de base. La coordination et la gestion du programme sont évaluées à 13,4 millions d'USD, soit 10% des coûts de base.

B. Financement du programme

37. Financement par le secteur privé. Le montant total des capitaux à rassembler pour établir la plantation mère et l'usine sucrière ne sera connu qu'une fois que des décisions auront été prises sur le déroulement chronologique des travaux de génie civil et d'irrigation dans la plantation mère, la taille de l'usine, la construction éventuelle d'une distillerie et, dans l'affirmative, le moment où elle sera construite, et l'apport éventuel de garanties pour obtenir un crédit sur les capitaux. Un consortium de banques dirigé par le département du secteur privé de la BAfD financera 60% de l'investissement, et il faudra trouver un promoteur du secteur privé pour mobiliser auprès des partenaires un cofinancement par apport de capitaux qui couvre les 40% restants. En avril 2014, la BAfD a approuvé un prêt commercial du secteur privé de 50 millions d'USD et alloué une somme supplémentaire de 50 millions d'USD à sa contribution au financement du consortium.
38. Dans le cadre d'un arrangement en vertu duquel la terre est assimilée à une participation en capital, le gouvernement a offert des terres domaniales pour la plantation mère au titre de sa contribution au programme, des terres qui feraient

⁷ Le partenaire du secteur privé se chargera du stockage des pièces de rechange, qui peuvent être achetées par les entreprises de producteurs de plantations satellites et l'organisme responsable du fonctionnement des grandes infrastructures.

l'objet d'un certificat d'occupation. Aux termes de ce certificat, le partenaire du secteur privé paiera un loyer de 31 000 USD par an pendant la durée du bail, sous réserve de révisions périodiques par le Commissaire aux terres. Le certificat prévoit que le gouvernement recevra 10% des parts de la société dès le démarrage des opérations commerciales. La participation du gouvernement augmentera pour passer à 25%, 18 ans après le début des opérations commerciales de la sucrerie.

39. Financement du programme. Un prêt de la BAfD en faveur du développement, d'un montant de 30,1 millions d'USD, servira à financer le coût de la conception et de la construction des grandes infrastructures du programme de plantations satellites. Un prêt du FIDA, d'un montant de 56,6 millions d'USD, financera le développement des plantations satellites, le développement de communautés résilientes face au changement climatique, et la coordination du programme. Un don ASAP de 10 millions d'USD appuiera les activités de développement intelligent face au climat, de formation et de renforcement des capacités relevant de la deuxième composante. Environ 19,9 millions d'USD seront mobilisés auprès de banques commerciales pour fournir des financements aux entreprises de producteurs des plantations satellites et aux entreprises rurales de l'ensemble de la communauté. Le gouvernement versera quelque 15,4 millions d'USD au titre des fonds de contrepartie. La contribution des bénéficiaires est estimée à 4,6 millions d'USD mais, une fois que les agriculteurs auront entièrement remboursé leurs prêts commerciaux au système bancaire, leur contribution au programme atteindra presque 24,5 millions d'USD, soit 17,7% du total des coûts.
40. Le tableau 1 présente les coûts du programme par composante et par source de financement, et le tableau 2 les coûts du programme par catégorie de dépenses et par source de financement.

Tableau 1
Coût du programme par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

<i>Composante</i>	<i>Prêt FIDA</i>	<i>ASAP</i>	<i>BAfD</i>	<i>Gouvernement</i>	<i>Banques et entreprises</i>	<i>Agriculteurs et entreprises</i>	<i>Total</i>
	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>
1. Développement des plantations satellites	27 800		29 800	11 200	16 000	3 800	88 700
2. Développement de communautés résilientes face au changement climatique	16 500	10 000		3 300	3 800	800	34 400
3. Coordination et gestion du programme	12 400		200	800			13 400
Total	56 600	10 000	30 100	15 400	19 900	4 600	136 500

Tableau 2
Coûts du programme par catégorie de dépenses et par source de financement
(en millions d'USD)

	<i>Gouvernement</i>		<i>BAfD</i>		<i>Prêt FIDA</i>		<i>Don ASAP du FIDA</i>		<i>Banques et entreprises</i>		<i>Agriculteurs et entreprises</i>		<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
I. Dépenses d'investissement														
A. Travaux de génie civil	7,1	14,5	22,7	46,5	15,5	31,8	3,5	7,1	-	-	-	-	48,7	35,7
B. Véhicules	0,6	17,8	-	-	1,9	60,1	0,7	22,1	-	-	-	-	3,1	2,3
C. Matériel et fournitures	6,1	17,9	4,8	14,0	1,0	2,9	0,3	0,8	19,9	58,1	2,2	6,3	34,2	25,1
D. Dons et subventions					5,9	100,0							5,9	4,3
E. Consultants	0,9	4,3	2,4	12,0	13,0	65,5	3,6	18,2	-	-	-	-	19,9	14,6
F. Formation et ateliers	0,1	1,9	-	-	3,9	73,5	1,3	24,6	-	-	-	-	5,3	3,9
G. Salaires et indemnités	0,6	6,7	0,2	2,6	7,6	83,1	0,7	7,6	-	-	-	-	9,1	6,7
Total dépenses d'investissement	15,3	12,1	30,1	23,8	48,7	38,6	10,0	8,0	19,9	15,8	2,2	1,7	126,2	92,4
II. Charges récurrentes														
A. Dépenses de fonctionnement	-	-	-	-	5,5	100,0	-	-	-	-	-	-	5,5	4,0
B. Fonctionnement et entretien des grandes infrastructures	0,0	-	-	-	2,4	49,7	-	-	-	-	2,4	49,7	4,8	3,5
Total charges récurrentes	0,0	-	-	-	7,9	76,5	-	-	-	-	2,4	23,2	10,4	7,6
Coût total du programme	15,4	11,3	30,1	22,0	56,6	41,5	10,0	7,3	19,9	14,6	4,6	3,3	136,5	100,0

C. Résumé des avantages et analyse économique

41. Le taux de rentabilité économique, estimé à 14%, justifie l'investissement. L'analyse de sensibilité a été liée à l'analyse des risques. Le principal risque concerne la disponibilité de l'eau tant pour le développement de la canne à sucre irriguée que pour celui des cultures commerciales pluviales. Une année de sécheresse pourrait entraîner une baisse des bénéfices. L'analyse de sensibilité montre une baisse du taux de rentabilité économique à 6% dans le cas d'une année de sécheresse sur dix, avec perte totale des rendements et relèvement sur deux ans, et une baisse à 9% dans le cas d'une année de sécheresse sur cinq, avec des rendements réduits de moitié et un relèvement l'année suivante. Cette analyse montre que le programme BASIC est viable aussi bien sur le plan financier qu'économique.
42. Entre 8 200 et 10 800 ménages, soit un peu plus de la moitié des ménages résidant dans la zone du programme, bénéficieront directement de la création de nouveaux moyens d'existence liés aux investissements de base du programme, soit du fait de leur participation au sein de leurs propres entreprises rurales, soit du fait des emplois générés. Le programme BASIC multipliera de quatre à dix fois le revenu des ménages de producteurs de plantations satellites, créant ainsi par contre-coup d'importantes incitations au développement pour d'autres ménages, dans l'ensemble de la communauté.
43. L'accès aux technologies intelligentes face au climat, la planification spatiale de l'utilisation des terres et une meilleure sécurité foncière apporteront un certain nombre d'avantages non quantifiables. Grâce à l'introduction de techniques d'agriculture et d'élevage intelligentes face au climat, la productivité augmentera et se stabilisera, ce qui améliorera les revenus des ménages et les aidera à faire preuve de plus de résilience en cas de sécheresse ou d'inondation. Les familles verront leur richesse augmenter parce qu'elles détiendront des titres de propriété bancables et négociables pour leurs terres agricoles.
44. En outre, les conditions de vie s'amélioreront grâce au développement des infrastructures villageoises, notamment en ce qui concerne l'accès à l'eau potable, la disponibilité en eau pour les ménages en saison sèche, les services d'assainissement et l'élimination des déchets tant au niveau du village qu'à celui du ménage, et la charge de travail pesant sur les femmes et les jeunes. Ces investissements stimuleront également leurs propres perspectives d'emploi du fait des besoins en artisans et en services d'entretien.

D. Durabilité

45. Du fait de l'importance accordée par le programme à la planification villageoise de l'utilisation des terres, à l'amélioration de la gouvernance foncière, au suivi externe, au dialogue multipartite et à l'apprentissage, les communautés locales pourront prospérer en tirant parti de leur base de ressources naturelles, mais aussi gérer les risques et dégager les avantages maximaux. Dans l'ensemble des 27 villages situés dans sa zone d'intervention, le programme BASIC appuiera les opérations d'arpentage et de bornage, en accord avec le processus participatif national prescrit, pour permettre aux villages d'obtenir leurs titres fonciers villageois et d'établir des bureaux d'administration foncière. Une fois cette étape franchie, les villages seront habilités à délivrer des certificats de droit coutumier d'occupation aux individus ou aux groupements de manière à garantir leurs droits fonciers, une première condition indispensable pour pouvoir accéder aux incitations financières et aux investissements du programme.
46. L'appui fourni par le programme afin que les agriculteurs s'organisent en entreprises agricoles de producteurs de plantations satellites et en agroentreprises officiellement enregistrées, avec des plans d'activité crédibles liés au système bancaire, vise à établir les relations commerciales à long terme qui assurent la prospérité des affaires. Le financement supplémentaire de l'ASAP démontrera que

les techniques de l'agriculture de conservation intelligente face au climat se justifient d'un point de vue commercial, afin que leur utilisation fasse désormais partie des conditions de prêt et justifie des échéances plus lointaines des financements octroyés par les banques pour garantir la durabilité de l'investissement.

47. En ce qui concerne le développement de la culture de canne à sucre, les exploitants agricoles participant au programme BASIC se seront organisés en petites entreprises modernes produisant de la canne à sucre irriguée, ce qui garantira la qualité et la quantité de leur production, contrairement aux autres petits planteurs du pays qui travaillent au sein d'associations mal structurées, dépourvues de mécanismes de responsabilisation forts s'agissant de rendre des comptes à leurs membres et produisant de la canne à sucre pluviale sur des parcelles fragmentées. Le regroupement des parcelles en blocs améliore l'efficacité du renforcement des capacités des groupements de petits planteurs et celle de leur accompagnement, et crée une plateforme idéale pour mieux faire comprendre le fond des accords de fourniture de canne à sucre, notamment la division des recettes provenant du sucrose et d'autres produits dérivés (voir le paragraphe 56). Les entreprises agricoles des producteurs de plantations satellites regroupées en blocs sont aussi beaucoup plus efficaces et sont susceptibles d'obtenir du crédit en leur nom propre auprès des banques commerciales⁸. L'usine du partenaire du secteur privé installée à proximité offrira un débouché garanti à la canne à sucre produite par les petits planteurs, aussi longtemps qu'ils produiront cette culture. Ce débouché garanti assure la durabilité à long terme du programme de plantations satellites.
48. Dans le souci de promouvoir une gestion durable des terres et des parcours, la planification villageoise de l'utilisation des terres sera réalisée au début du processus de mobilisation communautaire pour faire en sorte qu'avant toute chose les groupes cibles obtiennent leurs titres de propriété foncière. S'ils sont certains de leurs droits fonciers, les exploitants agricoles seront plus enclins à adopter les technologies promues par le programme BASIC, qui privilégie la conservation de l'environnement et le renforcement de la résilience face à des modèles climatiques en pleine évolution. En ce qui concerne la canne à sucre, une politique interdisant le défrichement des terres par le feu sera mise en place, et la récolte en vert réduira les émissions de gaz à effet de serre et, en dernier ressort, les quantités d'intrants agricoles nécessaires. Le secteur privé, qui mettra en œuvre les normes ISO 14001, vise à obtenir la certification Bonsucro pour la plantation mère et les plantations satellites. La cogénération, qui consiste à utiliser une chaudière à haute pression pour produire de l'énergie renouvelable à des fins d'usage interne et d'exportation vers le réseau national, est une technologie durable soutenue par le programme.

E. Identification et atténuation des risques

49. Le programme BASIC comporte des risques externes et internes du fait de l'interconnexion avec l'investissement du secteur privé dans l'installation de transformation du sucre, qui garantit un débouché à la canne à sucre produite par les petits planteurs. Il y a donc des risques externes qui tiennent: au prix du sucre en République-Unie de Tanzanie; à l'échec ou à la réussite de la conclusion d'un accord financier avec le partenaire du secteur privé et aux conditions convenues; et au changement climatique. D'autres risques sont inhérents au programme, notamment l'incidence des retards pris pour sécuriser les droits fonciers des groupes cibles, créer des entreprises des petits producteurs de plantations satellites et développer les exploitations. Les principaux risques, les conséquences possibles et les mesures d'atténuation sont décrits ci-après (voir l'analyse détaillée aux paragraphes 156-176 du rapport révisé de conception du programme).

⁸ On trouvera à l'appendice 10 du rapport révisé de conception du programme une analyse financière et économique comparant les coûts des petites et des grandes exploitations et leur viabilité financière respective.

50. Risques externes. La faisabilité de l'investissement a bien avancé, mais la conclusion de l'accord financier a été repoussée en raison de l'absence d'une réglementation relative au sucre qui permette de garantir la viabilité financière de l'investissement dans la production et la transformation, de questions foncières liées à la plantation mère et de touches finales à apporter à divers accords avec le gouvernement. Le gouvernement a résolu le problème soulevé par la réglementation relative au sucre en mai 2015, et il avance sur les questions foncières. Il a également confirmé sa ferme détermination à faire en sorte que l'investissement dans le secteur sucrier progresse et que les accords requis à cet effet soient conclus en temps voulu.
51. Si le promoteur du secteur privé actuellement identifié ne parvient pas à mobiliser les capitaux requis, deux scénarios sont possibles: i) soit un autre investisseur est trouvé; soit ii) il n'y a plus d'investissement dans la plantation mère et dans l'usine. Le promoteur du secteur privé mène actuellement des négociations avec des partenaires financiers potentiels. D'autres investisseurs seront recherchés au cas où ces négociations échoueraient. Si aucun autre investisseur n'est trouvé, le programme de plantations satellites ne pourra pas continuer sur sa lancée comme prévu, et il conviendra de le reformuler pour l'axer sur d'autres technologies d'irrigation, voire d'autres cultures⁹. L'accord de financement négocié prévoit de solides dispositifs de protection en ce qui concerne les conditions requises avant le retrait et la suspension. Compte tenu de la rapidité prévisible du développement de la zone dès que la construction du port de Bagamoyo aura commencé, les activités du programme relatives au développement de communautés résilientes face au changement climatique (composante 2) débiteront dès que le MAFC aura recruté les principaux membres du personnel du programme, indépendamment de l'investissement dans le secteur sucrier. Les activités concourant à la mobilisation des entreprises agricoles de petits producteurs de plantations satellites (composante 1) ne commenceront que lorsque soit le promoteur actuel, soit un autre partenaire financier reprendra le financement de la partie de l'investissement qui incombe au secteur privé et est destinée à la plantation mère et à l'usine sucrière.
52. L'incertitude dans les futurs villages de producteurs de plantations satellites constitue le principal risque associé au prolongement du retard pris pour conclure l'accord financier relatif à l'établissement de la plantation mère et de l'usine. Les activités convenues avec les agriculteurs et le district sont déjà paralysées, ce qui mine la crédibilité du programme auprès des communautés et des autorités politiques locales. Dès que les communautés sentiront que la possibilité de devenir producteur de plantation satellite de canne à sucre n'existe plus, des pressions seront exercées sur les populations locales afin qu'elles vendent leurs terres. Une telle situation compromettra les avantages socioéconomiques potentiels futurs de l'investissement et laissera le champ libre à un accaparement éventuel par les élites si le programme ne parvient pas à démarrer.
53. Risques internes. La concurrence pour les terres qui existe entre les petits cultivateurs et les pasteurs et le développement périurbain pourraient être exacerbés, ce qui risque d'intensifier la spéculation foncière au profit des élites nationales et locales. Le programme traitera le problème des besoins fonciers concurrents dans l'ensemble de la zone du programme en appuyant les activités suivantes: i) sensibilisation et information sur les droits de propriété foncière et sur les mesures prises afin de les sécuriser; ii) planification de l'utilisation des terres au sein des villages et entre eux, en vue de recenser les besoins en terre associés à la production irriguée des plantations satellites, à l'agriculture pluviale, aux pâturages, aux forêts et aux zones protégées; et iii) reconnaissance et enregistrement des

⁹ Le Conseil d'administration recevra les informations les plus récentes sur la situation du financement par le secteur privé et divers autres points, recueillies lors des processus de consultation conduits dans le pays, au moyen d'un additif au présent rapport du Président, qui sera distribué pendant la session.

droits fonciers des résidents locaux, y compris les pasteurs. Le programme encouragera aussi un suivi indépendant des risques et des enseignements tirés de l'expérience en matière de promotion des meilleures pratiques, par des acteurs non gouvernementaux.

54. Il est possible que l'attribution des titres de propriété nécessaires à la création des groupements de producteurs de plantations satellites prenne du retard. Le processus d'arpentage et de bornage des cinq villages de producteurs de plantations satellites et des quatre villages du cercle intérieur est achevé. L'apprentissage a été fructueux et les mesures requises pour mener à bien l'attribution de titres de propriété ont été définies et seront financées dans le cadre du programme, ce qui signifie que le processus est réalisable au rythme que les villages sont prêts à suivre. Le FIDA aidera le gouvernement à ajuster ses activités relatives aux futurs villages de producteurs de plantations satellites en fonction de l'évolution ou de la stagnation des démarches entreprises pour parvenir à un accord financier; si la situation progresse bien, le don destiné aux préparatifs avant l'exécution pourra servir à financer certaines des activités d'émission de titres fonciers avant le démarrage du programme.
55. Il peut être plus long que prévu de créer des entreprises de producteurs de plantations satellites et de les aider à relever et surmonter les nouveaux défis technologiques, organisationnels et commerciaux qui les attendent. Des efforts intensifs de renforcement des capacités doivent permettre aux agriculteurs de remplir le rôle attendu. Cependant, compte tenu des exigences strictes associées à la mobilisation des agriculteurs et au renforcement des capacités en matière de gestion des entreprises et étant donné qu'il faut habituellement beaucoup de temps avant que le travail avec de petits exploitants agricoles ne donne des résultats, il est souhaitable que le programme soit établi et puisse commencer ses activités avec les agriculteurs et les collectivités locales au plus tôt. Il faudra beaucoup moins de temps à l'investisseur privé pour établir sa plantation mère qu'au programme du FIDA pour mobiliser les exploitants agricoles et pour doter les producteurs des plantations satellites des capacités leur permettant de devenir le quatrième "P" du partenariat. C'est essentiellement pour cette raison qu'il convient d'éviter de repousser davantage le démarrage du programme. Dans le même ordre d'idées, l'interface avec l'environnement des affaires en République-Unie de Tanzanie, où l'enregistrement des sociétés prend du temps, risque de poser un problème. L'établissement des quatre ou cinq premières entreprises prendra du temps, mais le rythme devrait s'accélérer avec l'expérience acquise.
56. Dans la mesure où le partenaire du secteur privé est en situation de monopole par rapport aux producteurs de plantations satellites, on peut craindre que les entreprises agricoles des petits planteurs ne reçoivent pas un prix juste pour leur production. Il incombe au Sugar Board of Tanzania de servir de médiateur dans les négociations des accords de fourniture de canne à sucre conduites entre les petits planteurs et les sociétés sucrières. L'accord de fourniture stipulera les conditions d'échange convenues entre les petits planteurs et l'usine, et fixera les conditions générales et les systèmes de valeurs qui sous-tendront la relation. Chaque entreprise agricole conclura avec le partenaire du secteur privé un accord détaillant les modalités et conditions selon lesquelles l'entreprise de petits planteurs fournira à l'usine des cannes récoltées en vert et sera payée à un prix calculé selon une formule appelée "division des recettes" ("division of proceeds": DOP)¹⁰. Le processus de négociation relatif à la DOP est bien connu partout dans le monde et est considéré comme une pratique optimale dans la branche d'activité. Cette

¹⁰ Les principales caractéristiques d'un tel accord sont les suivantes: une DOP qui tienne compte de tous les produits dérivés issus de la canne (c'est-à-dire pas seulement le sucre), une dérivation transparente de la DOP, permettant aux petits planteurs de vérifier les paramètres et les calculs, et le partage de l'information par les deux parties. Les accords seront rédigés à la fois en anglais et en swahili, en des termes aisément compréhensibles par les deux parties, afin de pouvoir être modifiés si nécessaire. Les principes applicables aux accords de fourniture de canne à sucre et à leur contenu sont examinés à l'appendice 4, pièce jointe 8 du rapport révisé de conception du programme.

approche sera celle qui sera adoptée dans le cadre du programme BASIC, et elle fera partie intégrante de l'accord de financement.

57. Le FIDA met potentiellement sa réputation en danger en cofinçant le programme BASIC. Les investissements agricoles de grande ampleur provoquent une réaction généralement négative en Afrique, la principale critique étant celle de l'accapement des terres. Le déplacement et la réinstallation de 260 personnes pour établir la plantation mère pourraient donner lieu à une couverture médiatique négative et susciter l'opposition d'organisations non gouvernementales internationales. La conformité avec les procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (SECAP) renforcées du FIDA garantit que le programme BASIC répond aux normes environnementales et sociales acceptées par la communauté internationale. En outre, l'UCGP sera dotée d'un responsable de la communication qui interviendra en amont des problèmes, s'agissant de communiquer avec les villages, les organisations internationales et les médias. Toujours en matière de communication, le siège du FIDA mettra en place une stratégie de concertation multipartite pour donner aux différents publics des réponses fondées sur les faits, susceptibles d'être reprises ensuite par le bureau de pays du FIDA et l'UCGP.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

58. Le programme BASIC est conforme aux politiques du FIDA sur le ciblage, l'égalité entre les sexes, la participation du secteur privé, la finance rurale, le changement climatique, et la gestion de l'environnement et des ressources naturelles. La BAfD a classé le programme de plantations satellites en catégorie 1, ce qui correspond aux exigences du FIDA relatives aux projets classés en catégorie A dans le cadre de ses SECAP renforcées. Ces procédures exigent qu'un cadre de gestion environnementale et sociale et un cadre d'action en matière de réinstallation soient mis en place pour les activités de construction d'infrastructures liées au programme de plantations satellites (construction du barrage, des digues et des routes), qui ont été achevées et ont reçu l'agrément du gouvernement. Des évaluations de l'impact environnemental et social approfondies seront réalisées et des plans de réinstallation seront élaborés dès que le programme aura financé les études de conception détaillées nécessaires et les aura présentées au Conseil national de gestion de l'environnement conformément à la réglementation nationale. Une évaluation exhaustive de l'impact environnemental et social a été conduite en 2012, et le plan de gestion environnementale et sociale associé a été élaboré pour la plantation mère. Un plan de réinstallation relatif à la plantation mère a aussi été préparé, en accord avec la politique de la BAfD sur la réinstallation involontaire et avec la norme de performance 5 de la Société financière internationale (traitant de l'acquisition de terres et de la réinstallation involontaire).

B. Alignement et harmonisation

59. Promouvoir les investissements dans l'agriculture commerciale/les plantations satellites est la priorité affichée par le gouvernement dans le cadre de l'initiative BRN et l'initiative du Corridor sud de la croissance agricole. Le FIDA a le potentiel à la fois de mobiliser un cofinancement considérable de la BAfD et d'avoir une influence très positive sur la façon dont l'investissement du 4P et du secteur privé dans l'agriculture sera mis en œuvre en République-Unie de Tanzanie. Le projet sucrier et le programme BASIC, en tant que premier 4P du gouvernement et du FIDA au titre de l'initiative BRN, serviront de modèle à 24 futurs investissements. Le programme BASIC aidera le MAFC à mettre en œuvre les mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets, qui sont formulées dans sa nouvelle politique visant à promouvoir une agriculture résiliente face au changement climatique. Au niveau local, les investissements du programme BASIC dans l'ensemble de la communauté appuieront la mise en œuvre des activités

prioritaires définies dans le plan de développement du district de Bagamoyo. L'expérience acquise permet aussi d'envisager la possibilité de lancer ailleurs des initiatives similaires avec la BAfD.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

60. La production nationale de sucre augmentera de 50%. Le district de Bagamoyo devrait connaître une forte croissance rurale transformant les zones rurales et les moyens d'existence de leurs populations. Le gouvernement disposera d'un modèle opérationnel de 4P durable et intelligent face au climat – ouvert à l'agriculture commerciale, aux petits planteurs et à l'ensemble de la communauté – susceptible d'être reproduit en Tanzanie et ailleurs en Afrique. Cela contribuera au dialogue relatif aux grands investissements agricoles et à l'application des Principes directeurs de l'Union africaine sur les investissements fonciers à grande échelle. L'appui du programme BASIC en faveur d'une concertation multipartite et d'un suivi environnemental et social à long terme indépendant conduira à renforcer la rigueur des normes de transparence et de responsabilisation exigées des acteurs non étatiques dans les 24 futurs projets de l'initiative BRN.

D. Participation à l'élaboration des politiques

61. Le 15 mai 2015, le gouvernement a renforcé la réglementation sur le sucre, ce qui a considérablement amélioré l'environnement politique du point de vue du programme. La BAfD et le FIDA sont, avec la Banque mondiale et l'Union européenne, des partenaires majeurs du développement dans le secteur agricole tanzanien. Le financement du département du secteur privé de la BAfD alloué à l'investissement commercial dans l'activité sucrière a créé une occasion unique de développement à l'intention des petits planteurs et appuie les zones avoisinantes et l'ensemble de la population de Bagamoyo, qui, autrement, auraient été laissés à l'écart. Le financement de la BAfD porte essentiellement sur le développement des infrastructures, tandis que le FIDA met l'accent sur l'autonomisation des exploitants agricoles et le renforcement de leurs capacités organisationnelles afin qu'ils puissent accéder aux marchés. En conséquence, le financement mixte BAfD/FIDA du programme BASIC renforcera le partenariat entre les deux institutions et démontrera leur souhait d'appliquer l'approche axée sur le secteur privé adoptée par le gouvernement pour développer et transformer l'agriculture et pour la rendre résiliente face au changement climatique.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

62. Un accord de financement entre la République-Unie de Tanzanie et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt et le don de l'ASAP seront consentis à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une version révisée de l'accord de financement négocié sera transmise aux représentants au Conseil d'administration avant la session.
63. La République-Unie de Tanzanie est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
64. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

65. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République-Unie de Tanzanie un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à quarante millions trois cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (40 350 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République-Unie de Tanzanie un don de l'ASAP d'un montant équivalant à sept millions cent vingt mille droits de tirage spéciaux (7 120 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Bagamoyo Sugar Infrastructure and Sustainable Community Development Programme"

(Negotiations concluded on 2 December 2015)

Loan Number: [click and insert number]

Grant Number: [click and insert number]

Programme: Bagamoyo Sugar Infrastructure and Sustainable Community Development Programme ("the Programme")

The United Republic of Tanzania (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The Adaptation for Smallholder Agriculture Programme Trust Fund (the "ASAP Trust Fund")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

PREAMBLE

Whereas

(A) the Borrower/Recipient has requested a loan from the Fund and a grant from the ASAP Trust Fund for the purpose of financing the Programme described in Schedule 1 to this Agreement (the "Programme"), and

(B) the Borrower/Recipient intends to obtain from the African Development Bank ("AfDB") a loan ("AfDB Loan") in the amount of thirty million USD to finance component 1(a) of the Programme, on terms and conditions to be set forth in an agreement between the AfDB and the Borrower/Recipient (the "AfDB Agreement").

NOW, THEREFORE, the Parties hereto hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of April 2014, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement and all references to "Project" in the General Conditions shall apply to the Programme). For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Loan and the ASAP Trust Fund shall provide an ASAP Trust Grant to the Borrower/Recipient (collectively referred to as the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Programme in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. A. The amount of the IFAD Loan is SDR 40 350 000 (forty million, three hundred, fifty thousand Special Drawing Rights).
- B. The amount of the ASAP Trust Grant is SDR 7 120 000 (seven million, one hundred, twenty thousand Special Drawing Rights).
2. The Loan is granted on highly concessional terms, meaning that the Borrower/Recipient shall pay to the Fund a service charge at the rate of 0.75% per annum on the principal amount of the Loan outstanding from time to time and with a maturity period of (forty) 40 years, including a grace period of (ten) 10 years.
3. The Loan Service Payment Currency shall be US Dollars.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 July.
5. Payments of principal and service charge shall be payable on each March 1 and September 1.
6. There shall be one Designated Account operated by of the Ministry of Agriculture, Food Security and Cooperatives ("MAFC") in the Borrower/Recipient's central bank.
7. The Borrower/Recipient shall provide counterpart financing for the Programme in the amount of fifteen million four hundred thousand USD (USD 15 400 000) in tax exemptions in accordance with the Borrower/Recipient's tax law, including (i) cash to offset applicable taxes to be paid by the Programme in case the Programme and Coordination Management Unit ("PCMU", as defined below) is not benefited by an efficient tax exemption mechanism, and (ii) and approximately one million five hundred thousand USD (USD 1 500 000) in cash to pay for any taxes that may apply to service providers and staff contributions paid by Government/Recipient to its National Social Security Fund ("NSSF").

Section C

1. The Lead Programme Agency ("LPA") shall be the Borrower/Recipient's ministry responsible for agriculture, food security and cooperatives.
2. The following are designated as additional Programme Parties: the selected private sector partner ("PSP"), participating commercial banks, non-state actors and civil society groups.
3. The Programme Completion Date shall be the ninth (9th) anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Financing will be administered and the Programme supervised by the Fund. In addition to supervision and implementation support missions, which shall normally be carried out each six (6) months, the Fund, together with MAFC, shall conduct two

mid-term reviews towards the third and seventh years of Programme Implementation Period, and these may be carried-out jointly with the AfDB.

Section E

1. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (a) The Borrower/Recipient and the PSP have entered into an Implementation Agreement, establishing the roles and responsibilities of the Borrower/Recipient and of the PSP for the implementation of an efficient sugarcane development in the Borrower/Recipient's territory, in accordance with Section II.B.5 of Schedule 1 to this Agreement;
- (b) The AfDB Loan has been approved by the AfDB Board of Directors;
- (c) The Borrower/Recipient has established the Programme Coordination and Management Unit ("PCMU") within the MAFC in accordance with section II.A.3 of Schedule 1 to this Agreement, including the opening of an office in the Bagamoyo district and the recruitment of a Programme manager, a Monitoring and Evaluation (M&E) officer, a process manager for irrigation development, an irrigation engineer, a financial controller, and a procurement officer, all with terms of reference and qualifications acceptable to the Fund;
- (d) The Borrower/Recipient has submitted with confirmation of receipt by the Fund, an official confirmation of the availability of adequate counterpart funds for the first Programme Year;
- (e) The Borrower/Recipient has caused two Programme Accounts to be duly opened for programme management and counterpart funds to be operated and maintained by the PCMU and has submitted the related authorized signatories to the Fund;
- (f) The Borrower/Recipient has created a dedicated cost centre in its Financial Management Information System ("FMIS") to record the Programme's related transactions;
- (g) The Borrower/Recipient has published the amended government notice ("GN"), which updates the boundaries of its Saadani National Park, as indicated in MAFC's letter EA 10/19/01, dated April 24, 2015, and
- (h) The Borrower/Recipient has prepared a draft Programme Implementation Manual ("PIM") in accordance with section II.C.9 of Schedule 1 to this Agreement.

2. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:

- (a) The AfDB Loan has not become effective or the rights of the Borrower/Recipient to withdraw proceeds of the AfDB Loan have been suspended, cancelled or terminated, in whole or in part, or the AfDB Loan has become due and payable prior to the agreed maturity thereof, or any event has occurred which, with notice or the passage of time, could result in any of the foregoing;
- (b) The Borrower/Recipient has suspended, rescinded, waived, terminated or failed to enforce the Implementation Agreement with the PSP in whole or in part;
- (c) The operations of the PSP, either by its own action(s) or inaction(s) or of any authority having jurisdiction over it, have been suspended in whole or in part,

or in the Fund's opinion have been adversely affected so to impair the PSP's ability to carry-out its obligations under the Programme or the Implementation Agreement;

- (d) The PIM, or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme, and
- (e) Programme staff having received an unsatisfactory performance rating have not been dismissed.

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Minister of Finance
Ministry of Finance
1 Madaraka Street
P.O. Box 9111
11468 Dar Es Salaam
United Republic of Tanzania

For the Fund:

[click and type Title]
International Fund for Agricultural development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated [click and type], has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower/Recipient.

UNITED REPUBLIC OF TANZANIA

[Authorized Representative]
[Title]

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

ADAPTATION FOR SMALLHOLDER AGRICULTURE
PROGRAMME TRUST FUND

Kanayo F. Nwanze
President

Schedule 1

Project/Programme Description and Implementation Arrangements

I. Project/Programme Description

1. Target Population. The Programme is located in the Bagamoyo district and it shall benefit villagers located within a 40 km radius ("Programme Area") from the planned sugar mill and plantation for sugarcane development (the "Nucleus Estate"). The Programme will directly benefit sugar cane outgrower households, households producing other crops, fodder and livestock and those engaged in non-farm activities, women, youth, and resettled households and indirectly benefit the workforce for the Nucleus Estate and outgrower companies.

2. Goal. The goal of the Programme is: to contribute to the inclusive growth and rural transformation of the Bagamoyo district by empowering villages to respond to the opportunities created by the public-private-producer-partnership ("4Ps") to be set up to replace imported sugar, to develop about 11,000 ha of irrigated sugarcane (about two thirds from the Nucleus Estate and one third from outgrowers) and to build a mill to produce brown sugar, ethanol and electricity for the national grid, all with state-of-the-art modern technology and in compliance with Bonsucro social and environmental standards as published in Bonsucro's website ("Sugar Investment"), thus raising incomes, improving and diversifying livelihoods.

3. Objective. The Programme will enable participating villages to form groups to establish climate-smart sugarcane outgrower companies (the "Outgrower Companies"), other agribusinesses and small and medium enterprises ("SMEs"), underpinned by investments on participatory village land-use planning and tenure security and sustainable land and range management.

4. Components. The Programme shall consist of the following Components:

Component 1. Sugarcane Outgrower Development. This Component shall support the construction of climate-smart bulk infrastructure for the provision of irrigation water and electricity, dykes for the protection of on-farm investments, and the establishment of about 24-36 commercial Outgrower Companies to produce irrigated sugarcane and food crops on about 3000 hectares in approximately five participating villages located within two kilometers of the Wami River, including:

Sub-Component 1.1: Bulk Infrastructure Development.

- (a) The design and construction of: (i) approximately five pumping stations and approximately 41 km of pipes and drainage network to outgrower areas, approximately 23 km of dykes, some of which shall be connected to the Nucleus Estate dykes, all along the Wami river and water storage facilities; (ii) approximately 95 km of high voltage lines and fiber optic cables connecting factory and grid, mill, outgrower pump stations and outgrower farmers and villages, approximately five high voltage and 13 low voltage transformers, approximately 33 km of haulage roads and the conversion of a train bridge to a dual-carriage bridge over the Wami river between Matipwili and the Nucleus Estate. This Financing will not finance this sub-component.

- (b) The design and construction of additional water storage facilities and support for the establishment of an entity to operate and maintain the bulk infrastructure, including operating and maintenance costs for the first three years of said entity's operations or until farm companies are operational and able to fully pay for the entity's operations costs, whichever occurs first.

Sub-Component 1.2: Establishment of Outgrower Companies and On-Farm Development. Development of technically and financially viable irrigated sugar cane farms by Outgrower Companies, and of their capacity to operate said farms efficiently and to commercially produce sugarcane in line with BONSUCRO environmental and social standards, including:

- (a) The construction of irrigated sugarcane farms by Outgrower Companies;
- (b) Comprehensive capacity building for farm company establishment and registration, irrigation design, tendering, farm business plan development, loan application and farm construction, initial planting, start-up, and operation;
- (c) Mobilisation of participating villagers into Outgrower Companies using an inclusive participatory process (for women and youth) with the local community, and
- (d) Provision of climate-smart financing to Outgrower Companies having signed cane supply agreements with the PSP so that they may obtain commercial financing from banks for farm development sugarcane crop establishment, and the purchase of climate-smart equipment.

Component 2. Climate Resilient Community Development. This Component shall support the development of sustainable livelihood diversification and employment opportunities for the wider communities within the Programme Area, including approximately 22 agribusinesses for crop, fodder and livestock production and 500 small and medium enterprises ("SMEs"), including:

Sub-Component 2.1: Village Planning and Climate-smart Investments. Enabling approximately 27 participating villages to improve their rural livelihoods activities, through:

- (a) The initiation of climate-smart village development planning, carrying out of boundary surveys and of land use planning studies and the emission village land certificates and customary land titles ("CCROs") for individuals and companies;
- (b) The establishment of climate-smart village investments, the introduction of climate-smart agricultural technologies, climate-smart field demonstrations and capacity building for the communities on crop, fodder and livestock development, and
- (c) Comprehensive capacity building for crop, fodder and livestock production, land preparation, farm business plan development, company establishment and registration and loan application for participating agribusinesses and SMEs.

Sub-Component 2.2: Climate-smart Business Investments. Provision of climate-smart financing to agribusinesses and SMEs so that they may obtain financing from commercial banks for land preparation for conservation agriculture and crop establishment and livestock production, and the purchase of climate-smart equipment.

Sub-Component 2.3: Institutional Strengthening

- (a) Strengthening of the institutional capacity of relevant Bagamoyo District Administration (BDA) departments to implement the Programme, and provision of advisory services and training for the participating villagers on sustainable agriculture practices.
- (b) Institutional strengthening of MAFC and to the Wami-Ruvu Basin Water Office ("WRBWO"), including the preparation of climate-smart guidelines for districts and of a communication strategy and related preparation and dissemination of communication materials on climate change and on 4Ps, strengthening the hydrological monitoring capacity of the Recipient's relevant institutions.

II. Implementation Arrangements

A. Organization and Management

1. Lead Programme Agency ("LPA")

- 1.1. The LPA shall be the MAFC, which shall have the overall responsibility for the execution of the Programme.
- 1.2. MAFC will ensure that its procurement contract committee meets every month to review and approve Programme procurement.

2. Programme Steering and Oversight

- 2.1. The Borrower/Recipient shall ensure Programme steering and oversight by the Big Results Now Agriculture Steering Committee under MAFC ("BRN Steering Committee"), or another suitable entity in charge of ministerial level coordination of public-private sector initiatives, with adequate human and financial resources for its responsibilities, all satisfactory to the Fund. The BRN Steering Committee shall meet at least once a year on Programme matters.
- 2.2. Responsibilities. The BRN Steering Committee is responsible for Programme's steering, oversight and strategic guidance, as detailed in the PIM, including: (i) coordination of the public-private sectors' initiatives at the ministerial level; (ii) review of the annual work plan and budget (AWPB) and of the initial Procurement Plan; (iii) review of the PIM and its subsequent revisions; (iv) vigilance over full transparency and accountability in Programme management; (v) review and follow-up of supervision and audit recommendations; (vi) promotion of cooperation with all development partners, and (v) identification of policy issues for attention by the Borrower/Recipient.

3. Programme Coordination and Management Unit ("PCMU")

- 3.1. Establishment and Composition. The Borrower/Recipient shall establish the PCMU within MAFC, in an office based in Bagamoyo town in the Programme Area, with structure, functions and responsibilities acceptable to the Fund and as detailed in the PIM. Qualified staff shall be selected according to the Borrower/Recipient's applicable procedures acceptable to the Fund. Termination of the contracts of the Programme staff shall be subject to the Fund's no-objection. PCMU staff will coordinate Programme activities with the relevant staff of the BDA.
- 3.2. Responsibilities. The PCMU is responsible for overall Programme implementation and coordination, including, among others: (i) preparation of the consolidated AWPBs; (ii) financial management and disbursement; (iii) procurement; (iv) Programme monitoring and evaluation; (v) knowledge management; (vi) preparation and consolidation of Statements of Expenditures, financial statements and withdrawal applications; (vii) Programme reporting; (viii) leadership in the introduction of climate-smart approaches for agricultural development; (ix) intermediate the Borrower/Recipient's interaction with the Bagamoyo district and with the PSP, and (x) coordination of all Programme implementing partners, ministries and other Borrower/Recipient's bodies.

4. Bulk Infrastructure Operations Entity

- 4.1. Establishment and Responsibilities. The Borrower/Recipient shall establish an entity responsible for the administration, operation and maintenance of the bulk infrastructure for Outgrower Companies for the life of the Sugar Investment with structure, functions and responsibilities acceptable to the Fund, including a full recovery cost mechanism where the Outgrower Companies will finance the entity at full development. The entity will be mandated to manage funds received from Outgrower Companies and will open the necessary accounts.
- 4.2. While its capacity emerges, the entity's board will be chaired by a representative selected by MAFC and its composition will include the Programme Manager, the Bagamoyo district irrigation officer, a representative from the PSP, two outgrower village chairmen, and two future Outgrower Company members.

B. Legal Instruments for the Sugar Investment

5. Implementation Agreement

- 5.1. The Borrower/Recipient shall enter into an implementation agreement with the PSP (the "Implementation Agreement") laying out the roles and responsibilities for the development of the Sugar Investment, including the following provisions:
- (a) As Borrower/Recipient's obligations, among others:
- (i) Promotion of a private sector-led sugar sub-sector and maintenance of an enabling national policy environment to promote national sugar production;
 - (ii) Ensure an efficient coordination among its ministries and agencies so that the PSP can complete its investment in the construction of the Nucleus Estate and of the sugar mill in the Bagamoyo district;
 - (iii) Support the BDA to facilitate the acquisition of village land certificates and CCROs by individuals and companies, to implement agricultural and livestock training using climate-smart techniques and to endeavour to

- ensure that Outgrower Companies are good-faith partners with the PSP;
- (iv) Ensure the timely availability of funding for the outgrower development portion of the Sugar Investment;
 - (v) Provision of all support needed for outgrowers to obtain land and water rights, and register their companies, so they can access commercial funding from the banking system;
 - (vi) Provisions establishing a procurement partnership with the PSP for the procurement for bulk infrastructure and on-farm development for Outgrower Companies to be undertaken by the PSP consistent with the Borrower/Recipient's procurement laws and in accordance with IFAD's procurement policies;
 - (vii) Ensure (i) the installation and operation of integrated software and accounting systems for the transparent application of the "Division of proceeds" ("DOP") formula by the PSP and the Outgrower Companies, and (ii) that the sugar supply agreements between the Outgrower Companies and the PSP will be based on a DOP using all of the by-products of production in accordance with the best international practices, and
 - (viii) Ensure a timely supply of electricity to outgrowers either by the Tanzania Electric Supply Company ("TANESCO") or by the PSP at affordable rates to the Outgrower Companies.
- (b) As the PSP's obligations, among others:
- (i) Completion of its investment in the Nucleus Estate and sugar mill in line with the laws of Tanzania, the Programme's Social and Environmental Management Plan ("ESMP"), Resettlement Action Framework ("RAF") and any social and environmental instruments prepared and adopted for the Programme (collectively, the "Safeguards Documents") and with environmental and social safeguards, policies and procedures of IFAD, AfDB and ASAP;
 - (ii) Undertake the procurement of bulk infrastructure and on-farm development for Outgrower Companies for the outgrower programme at cost on behalf of the Borrower/Recipient;
 - (iii) Provision of technical support at cost to Outgrower Companies for the design and procurement of on-farm irrigation development;
 - (iv) Provision of technical training for Outgrower Companies in all aspects of irrigated sugarcane crop husbandry;
 - (v) Maintenance of the seed cane nursery and ensure the provision of planting material and other inputs (such as agro-chemicals and fertiliser) to Outgrower Companies at cost during the life of the Sugar Investment;
 - (vi) Ensure the processing of all cane produced by the participating Outgrower Companies having signed cane supply agreements with the PSP;

- (vii) Enter into cane supply agreements with Outgrower Companies that adopt the DOP formula with the inclusion of all cane by-products in the DOP calculation;
- (viii) Ensure that at least 1/3 of the mill capacity is allocated to the Outgrower Companies that enter into cane supply agreements with the PSP, and
- (ix) Establishment of a computerised weighing, accounting and payments system from the weigh bridge to the assessment of sucrose content for all cane provided by Outgrower Companies to ensure the initial payment to said companies within 30 days of delivery, with the reconciling final payment at the end each season.

6. Memoranda of Understanding (MOUs) with Participating Commercial Banks.

- 6.1. For the provision of climate-smart financing under Components 1.2(d) and 2.2. the PCMU, on behalf of the MAFC, shall enter into MOUs with participating commercial banks, laying out the financing modalities for channelling Loan proceeds for incremental climate-smart financing to Outgrower Companies, agribusinesses and SMEs, in form and substance satisfactory to IFAD. The MOUs shall provide, among other things, the obligations of the participating commercial banks and the terms and conditions for IFAD's Financing and to be channelled by the participating commercial banks to the targeted beneficiaries.
- 6.2. Participating commercial banks will provide commercial medium to long-term financing from their own resources for Outgrower Companies, agribusinesses and SMEs. IFAD climate-smart financing will cover the incremental cost of purchasing climate-smart equipment and applying climate-smart technologies, and will be disbursed to cover the final loan repayments of the Outgrower Companies, agribusinesses and SMEs to the banks.

C. Implementation of Components

7. Component 1: Sugarcane Outgrowing Development

- 7.1. Sub-component 1.1(a) will be financed by the AfDB and designed in line with the Borrower/Recipient's national guidelines for participatory smallholder irrigation investments. For sub-components 1.1. (b) and 1.2, the PCMU will be responsible for working with the PSP, which will undertake the procurement and supervision of civil works and to provide technical backstopping on irrigation development and water management and irrigated sugarcane cropping to the PCMU, Outgrower Companies and to the entity operating the bulk infrastructure. The PCMU will be responsible for the contracting of a long-term capacity building service provider to mobilise villagers to create Outgrower Companies, and for the establishment of the Bulk Infrastructure Operations Entity in accordance with the section II.A.4 above. The PCMU and the long-term capacity building service provider will use an inclusive approach for the inclusion of youth and women and disadvantaged villagers when mobilising Outgrower Company members. The Borrower/Recipient will ensure that Outgrower Companies receive a reliable supply of power to operate their bulk infrastructure and their on-farm irrigation equipment to ensure water for the sugarcane plantations. For sub-component 1.2(d), the PCMU and the long-term service provider will develop operational modalities for helping Outgrower Companies to obtain financing from commercial banks for the purchase of climate-smart farm equipment and sugarcane establishment.

8. Component 2: Climate Resilient Community Development

8.1. Programme activities under this component will be implemented by the PCMU and by the BDA, together with the authorities of the participating villages. The BDA, with technical backstopping from the PCMU, is responsible for participatory village land-use planning, land titling and infrastructure assessment and for undertaking climate-smart field demonstrations. The PCMU will be responsible for the execution of village infrastructure investments and climate-smart household technology investments, for the procurement of equipment and vehicles for BDA and WRWBO and for contracting a long-term capacity building service provider to mobilise villagers for managing and operating their village infrastructure, and promoting the formation of registered agribusiness companies and SMEs. The PCMU and the long-term capacity building service provider will use an inclusive approach for the inclusion of youth and women and disadvantaged villagers when mobilising agribusinesses and SMEs company members. Household mentoring will also be provided. WRWBO will be responsible for hydrological monitoring of the Wami river. For sub-component 2.2, the PCMU and the long-term service provider will develop operational modalities for helping agribusinesses and SMEs to obtain financing from commercial banks for the purchase of climate-smart farm equipment and selection of climate-smart production activities.

9. Programme Implementation Manual ("PIM")

9.1. Preparation. The LPA shall prepare a draft PIM which shall include, among other things:

- (a) Terms of reference and implementation responsibilities of Programme staff, consultants and likely service providers;
- (b) Criteria for the performance appraisal of the Programme and of Programme professional staff;
- (c) Modalities for providing IFAD climate-smart financing to Outgrower Companies, agribusiness and SMEs;
- (d) M&E system and procedures including the Results and Impact Management System;
- (e) Guiding principles for the preparation of the cane supply agreement, and
- (f) Programme operational, financial and procurement procedures.

9.2. Approval and Adoption. The LPA, shall forward the draft PIM to the Fund for comments and approval. The LPA shall adopt the PIM, substantially in the form approved by the Fund, and the LPA shall promptly provide copies thereof to the Fund. If the Fund does not comment on the draft PIM within thirty (30) days after receipt, it shall be deemed approved.

Schedule 2

Allocation Table

1. Allocation of Loan and Grant Proceeds. The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the ASAP Trust Grant and the allocation of the amounts of the Loan and the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	ASAP Trust Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage
A. Works	10 000 000	2 240 000	
B. Vehicles	1 250 000	450 000	
C. Equipment, material	650 000	190 000	
D. Grants	3 750 000	-	
E. Consultancies	8 200 000	2 300 000	
F. Trainings & Workshops	2 500 000	830 000	
G. Salaries & Allowances	4 900 000	390 000	
H. Operating expenses	5 050 000	-	
I. Unallocated	4 050 000	720 000	
TOTAL	40 350 000	7 120 000	

The terms used in the Table above are defined as follows:

- (i) The Financing is 100% net of applicable taxes and counterpart contribution. The Loan will finance all activities under component 1 for outgrowers.
- (ii) The ASAP Trust Grant shall only finance expenditures under component 2, while climate-smart grants for Outgrower Companies, agribusinesses and SMEs under both components shall be financed by the Loan.
- (iii) No withdrawals shall be permitted for expenditures under component 1, and said Component will have no Eligible Expenditures, until the Fund is satisfied that the PSP has the financial capacity to carry out its obligations under the Implementation Agreement.
- (iv) Activities under component 2 are financed both by the Loan and the ASAP Trust Grant, and the Financing share is at 55% Loan and 45% ASAP Trust Grant respectively for each expenditure financed by both the ASAP Trust Grant and the Loan.

- (v) Operating expenses include maintenance costs of the bulk infrastructure after construction amounting to USD 2,400,000 and it will be available after the tendering of bulk infrastructure works financed by AfDB under component 1.

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals from the Loan Account and the Grant Account if the Borrower/Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project/Programme:

I. Social and Environmental Compliance

1. The Borrower/Recipient shall ensure that the Programme is carried out in accordance with the Safeguards Documents.
2. To that end, the Borrower/Recipient shall take the following measures:
 - (a) If any activities included in a proposed AWPB would require the preparation and adoption of additional safeguard instruments as per the ESMP no such activities shall be implemented unless and until said instrument(s) has(have) been prepared, furnished to the Fund as part of the AWPB and subsequently approved by the Fund.
 - (b) In addition to paragraph (a) above, if any activities included in a proposed AWPB would involve resettlement, the Borrower/Recipient, prior to the initiation of such activities, shall provide to the Fund a report on the status of compliance with the requirements of the RAF, including allocation and payment by the Borrower/Recipient to the displaced persons of the amounts that are required to be paid as compensation in accordance with a schedule acceptable to the Fund and other provisions of the RAF.

II. Implementation

1. In order to ensure the effective implementation of the Programme, the Borrower/Recipient undertakes to:
 - (a) Cause the relevant contracts for the construction of bulk infrastructure to be tendered before IFAD approves any funding for physical works for on-farm construction under the Financing;
 - (b) Cause the relevant contracts for the construction of the water storage facilities to be tendered before IFAD approves any funding for on-farm physical development under the Financing;
 - (c) Cause the relevant flood protection barriers to be tendered before IFAD approves funding of outgrower on-farm physical development.
 - (d) Cause the signature of the two long-term contracts for capacity building within nine months from the signature of this Agreement;

- (e) Adopt performance-based contracts, carry-out regular performance evaluations and immediately dismiss non-performing staff;
- (f) Take all necessary measures to ensure the continuous and reliable supply of electricity to Outgrower Companies by TANESCO provided that in any case the electricity price shall be affordable to the Outgrower Companies. If TANESCO is unable to ensure a reliable supply of electricity, provision will be for the PSP to supply electricity at cost directly from its sugar mill;
- (g) Adopt land preparation construction standards up to those adopted for the Nucleus Estate for outgrower infrastructure, dyke and haulages roads and on-farm construction, and ensure compatibility of the bulk irrigation and drainage equipment to facilitate shared spares stockholding and its operation and maintenance;
- (h) Take all necessary measures to provide adequate and continuous flow of water to the Programme Area, specially to the villages, Outgrower Companies, the Nucleus Estate, and the mill, so to ensure proper irrigation of the outgrowers' and of the Nucleus Estate's sugarcane, including expedited review and approval of water permit request, and

Within the first year of Programme Implementation Period, to cause an accounting software acceptable to the Fund for managing the Programme's financial reporting shall have been installed and become operational and whilst the Programme is in the process of procuring and installing the accounting software, to maintain appropriate manual double-entry accounting records.

Logical framework

Narrative Summary	Key Performance Indicators (* denotes ASAP and/or RIMS indicator)	Means of Verification	Assumptions (A) / Risks (R)
Goal:			
<p>Contribute to growth of Bagamoyo District, by empowering villages to respond to opportunities generated by the sugar investment, thus raising income, improving livelihoods and sustainably transforming the rural economy.</p>	<p>0.1 Improved incomes (increase in the HH asset indicator) (*) 0.2 Improved food security (decrease in the length of the hungry season; decrease in child malnutrition levels) (*) 0.3 Improved tenure and land governance (reduction in no of land conflicts, increased investment in sustainable land use) 0.4 Improved ability to cope with shocks (*) as evidenced by decline in food assistance to programme area from current 10% of households 0.5 National sugar production rises from current 300,000 to 450,000 t with production from Bagamoyo</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Baseline, midline and endline HH surveys - Sugar Board of Tanzania (SBT) 	<p>(A) Continuing stable national macroeconomic environment, including management of sugar imports & tariffs in line with new sugar regulations (R) Sugarcane outgrower programme cannot go forward because private sector partner does not reach financial close to establish mill and nucleus estate (A) Villages are able to obtain their village land certificates</p>
Project Development Objective:			
<p>Enable programme villages to achieve higher stable yields using a private-sector driven approach, underpinned by land tenure security improved infrastructure and access to modern climate-smart production technologies.</p>	<p>0.6 27 village land-use plans produced and land registries established and issuing certificates of customary right of occupancy (CCROs) 0.7 Total direct outreach for about 11,000 households: Participating households and number of people (disaggregated by sex; and by type of intervention, including land tenure titling, coping with climate change and employment creation) (*) 0.8 Annual yields of cane and other crops through time to show variance and assess resilience during dry and flood periods 0.9 27 villages (20,000 households) with improved infrastructure (including water) for agricultural production and processing (27 villages with water infrastructure established) (*) 0.10 20,000 poor smallholder households supported in coping with the effects of climate change (*)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - District agricultural production annual reports - PCMU quarterly progress reports and farm company annual reports 	<p>(A) Villages establish land registries and issue CCROs to outgrowers (A) Outgrower and other villages infrastructure development successfully implemented (A) Capacity-building and mobilization of villagers into outgrower farm groups successful (A) District technical services provide training in climate-smart technologies</p>
Outcome 1 (Sugarcane outgrower development – IFAD and AfDB financing)			
<p>Establishment of profitable outgrower companies/entities producing irrigated sugarcane and other crops in line with environmental standards and norms for company sustainability.</p>	<p>1.1 Achievement of Bonsucro mark by mill and outgrowers 1.2 Full cost recovery for bulk infrastructure operation and management 1.3 Smallholder farm companies sustainable (cost of sales less than 65% of revenue) and distributing dividends to shareholders</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Company annual reports - Private sector partner semi-annual report - External assessment at PY7 - Bulk infrastructure annual company reports 	<p>(A) Private sector partner reaches financial close (A) Outgrowers follow modern cane planting and green- harvesting technologies (A) Outgrower farm companies save depreciation & have audited accounts</p>

Narrative Summary	Key Performance Indicators (* denotes ASAP and/or RIMS indicator)	Means of Verification	Assumptions (A) / Risks (R)
<p>Outputs: About 24 commercial outgrower companies/entities managing 3000 ha of irrigated land, with medium and short-term financing from banks, selling 300,000-400,000 T of cane to mill under transparent Cane Supply Agreement (CSA).</p>	<p>1.4 Bulk infrastructure partially operational by PY 3, fully by PY5 1.5 Equipment and cane planting financing obtained from banks 1.6 24 outgrower farms established by PY 7 1.7 3,000 ha sugarcane planted by PY7 (375 ha in PY3; 750 in PY4; 1,000 in PY 5; 875 in PY 6) 1.8 Yield of 95 t/ha and 12% sucrose content achieved</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Company reports and accounts - Private sector partner mill quarterly statistics - PCMU quarterly progress reports 	<p>(A) TANESCO provides electricity as foreseen (A) Cane supply agreements signed by outgrowers and the private sector partner for fair Division of Proceeds (DOP) (A) Timely supply of inputs and technical knowledge by the private sector partner to outgrowers</p>
Outcome 2 (Climate-resilient community development – IFAD and IFAD ASAP financing)			
<p>Establishment of profitable agribusinesses and SMEs using climate-smart techniques to produce food and livestock products for people working in the sugar sub-sector.</p>	<p>2.1 Yields by crop, meat and milk production through time 2.2 About 22 agribusinesses and 500 SMEs (cost of sales less than 65% of revenue) and providing income to shareholders 2.3 About 8500 ha of land managed under climate-resilient practices using conservation agriculture and range management (*)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Company reports and accounts - District prod stats - Agribusiness/SME reports 	<p>(A) Capacity-building with smallholders empowers them and builds confidence and capacity</p>
<p>Outputs: About 22 climate-smart agribusinesses and 500 small and medium businesses operating in 22 villages, growing and advancing to commercial scale with financing from banks.</p>	<p>2.4 Climate-smart village infrastructure established in 22 villages (*) 2.5 Climate-smart demos in 27 villages for 3 years, no of people who adopt (*) 2.6 No of groups involved in climate risk and natural resource management (*) 2.7 Agribusinesses established: 3 in PY4, 6 PY5, 8 PY6, 5, PY 8 2.8 SMEs established: 50 in PY3, 100 PY4, 150 PY 5, 200 PY 6</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Company reports and accounts - District agricultural production annual reports 	<p>(A) Equipment financing obtained by outgrowers from banks (A) Able to purchase suitable equipment and labour saving mechanization</p>